

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Lundi 30 Mars 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

RTS. EMPRUNT OBLIGATAIRE : L'ÉTAT DU SÉNÉGAL BOUCLE SON PREMIER APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE 2026 AVEC UNE SURSOUSCRIPTION

L'État du Sénégal a clôturé avec succès son premier Appel public à l'épargne de l'année 2026 (APE1), lancé le 26 février dernier pour un objectif initial de 200 milliards de FCFA. L'annonce a été faite par Invictus Capital & Finance, arrangeur et chef de file du syndicat de placement. Dans une communication publiée sur ses plateformes, l'institution a indiqué que la période de placement de l'emprunt obligataire s'est achevée par une sursouscription. Ce résultat, selon l'arrangeur, traduit la confiance des investisseurs et leur volonté d'accompagner les priorités de développement du pays. Invictus Capital & Finance souligne également que l'opération a été conduite avec rigueur et sens de responsabilité, dans l'intérêt général. Cette mobilisation intervient dans un contexte où l'État du Sénégal prévoit de lever d'importantes ressources sur le marché intérieur au cours de l'année 2026. Au total, les autorités ambitionnent de mobiliser 4 132 milliards de FCFA, dont 1 200 milliards à travers des syndicats réparties en quatre appels publics à l'épargne, en raison d'une opération par trimestre. Cette stratégie vise à financer les besoins budgétaires et les priorités de développement du pays.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/emprunt-obligataire-letat-du-senegal-boucle-son-premier-appel-public-a-lepargne-2026-avec-une-sursouscription>

LE SOLEIL. Sénégal : le premier Appel public à l'épargne 2026 mobilise 304,15 milliards Fcfa

Le ministère des Finances et du Budget annonce la clôture avec succès du premier Appel Public à l'Épargne (APE) de l'année 2026. Lancée le 26 février, l'opération s'est achevée le 26 mars, avec un montant total mobilisé de 304,15 milliards de FCFA, dépassant largement l'objectif initial de 200 milliards, soit un taux de couverture de 152 %. Ce succès reflète la confiance des investisseurs institutionnels et privés dans la signature de l'État du Sénégal. Les fonds collectés serviront à couvrir les dépenses budgétaires et à assurer une gestion active de la dette, conformément à la loi de finances 2026. L'opération s'inscrit dans une stratégie de mobilisation des ressources domestiques et de développement du marché financier sous-régional, tout en optimisant le profil de la dette avec des maturités longues allant jusqu'à 10 ans et des conditions de financement maîtrisées :

3 ans : 6,40 %

5 ans : 6,60 %

7 ans : 6,75 %

10 ans : 6,95 %

Le gouvernement réaffirme son engagement à poursuivre cette dynamique dans le cadre de sa Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT).

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/senegal-le-premier-appel-public-a-lepargne-2026-mobilise-30415-milliards-fcfa/>



SUD QUOTIDIEN. Croissance à 7,8 %, inflation contenue : le Sénégal affiche des résultats solides, mais les défis structurels persistent

Portée par l'entrée du pays dans le cercle des exportateurs nets de pétrole et de gaz, l'économie sénégalaise enregistre en 2025 ses meilleures performances depuis plusieurs années. Des résultats que le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, met en avant avec assurance, sans pour autant occulter l'ampleur des ajustements budgétaires encore nécessaires. Le Sénégal a ainsi enregistré en 2025 un taux de croissance de 7,8 %, l'un des plus élevés de son histoire récente. Derrière cette performance se cache une évolution structurelle majeure : pour la première fois, le pays est devenu exportateur net de produits énergétiques, grâce à la montée en puissance de la production de pétrole et de gaz, conjuguée à la bonne tenue du secteur aurifère. L'impact sur la balance commerciale est immédiat et significatif. Les exportations ont progressé de 52 % par rapport à 2024, tandis que les importations n'ont augmenté que de 2 %.

<https://www.sudquotidien.sn/croissance-a-78-inflation-contenue-le-senegal-affiche-des-resultats-solides-mais-les-defis-structurels-persistent/>

LEJECOS. Sénégal : S&P ENFONCE LE CLOU : Ça se dégrade, encore

L'agence de notation Standard & Poor's a de nouveau dégradé la note souveraine du Sénégal en monnaie locale, la faisant passer de B- à CCC+, catégorie dite « hautement spéculative ». Une décision qui va mécaniquement renchérir le coût des emprunts pour Dakar, à un moment où le pays se trouve dans une situation budgétaire particulièrement délicate et attend toujours un accord salvateur avec le FMI. Le coup est rude et à ce rythme, le Sénégal aura bien la tête sous l'eau. L'agence de notation Standard & Poor's a de nouveau dégradé la note souveraine du Sénégal en monnaie locale, la faisant passer de B- à CCC+, catégorie dite « hautement spéculative ». Avant le 27 mars, la note en monnaie locale du Sénégal (B-) était légèrement meilleure que celle en devises étrangères (CCC+), déjà dégradée en novembre 2025. Désormais, les deux sont alignées à CCC+ — catégorie « hautement spéculative ». Un alignement par le bas qui traduit une détérioration globale du profil de crédit sénégalais, quelle que soit la devise d'emprunt. Pour S&P, le budget 2026 sera difficile à tenir. La raison ? Un contexte mondial défavorable (la guerre au Moyen-Orient fait grimper les taux d'intérêt) qui vient s'ajouter à une situation intérieure déjà fragilisée.

https://www.lejecos.com/Senegal-S-P-ENFONCE-LE-CLOU-Ca-se-degrade-encore_a30577.html

PRESS AFRIK. Tableau de Bord de S&P Global Ratings: pourquoi le Sénégal bascule dans la zone rouge du « CCC+ »

L'agence S&P Global Ratings a sonné l'alarme sur les finances du Sénégal en abaissant sa note de crédit en monnaie locale à « CCC+ ». Cette décision traduit une vulnérabilité critique, l'agence soulignant que le pays fait face à des « besoins de financement bruts estimés à environ 26 % du PIB en 2026 ». Privé d'un accès fluide aux capitaux extérieurs suite à un audit de sa dette, l'État s'enferme dans une dépendance risquée envers le marché régional de l'UMOA, où les emprunts, plus coûteux, présentent des « tenors plus courts » qui accentuent le risque de défaut de paiement à court terme. Sur le plan budgétaire, la trajectoire s'annonce périlleuse malgré les ambitions de rigueur du gouvernement. S&P estime que la dette publique réelle, en incluant les



entreprises étatiques et les arriérés, avoisine désormais « 131 % du PIB », un niveau rarement résorbé sans restructuration.

https://www.pressafrik.com/Tableau-de-Bord-de-S-P-Global-Ratings-pourquoi-le-Senegal-bascule-dans-la-zone-rouge-du-CCC_a303182.html

LE SOLEIL. Situation économique: des performances qui confirment une résilience

Le Sénégal affiche en 2025 des performances économiques solides, portées par l'essor des exportations énergétiques et une inflation maîtrisée. Si ces résultats confortent le discours des autorités sur la résilience de l'économie, ils soulèvent également des interrogations quant à la soutenabilité de cette dynamique dans un contexte international incertain. « La situation économique en 2025 a été marquée par des performances solides en matière de croissance, avec un taux de 7,8 % », a déclaré le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, lors d'un point de presse. Une croissance qui, selon lui, « bénéficie notamment d'une évolution positive du secteur extérieur, tandis que les prix à la consommation sont restés globalement stables ». Cette performance repose en grande partie sur un tournant structurel : l'entrée du Sénégal dans le cercle des exportateurs nets de produits énergétiques. « Sur le plan extérieur, le Sénégal a fait son entrée parmi les pays exportateurs nets de produits énergétiques en 2025 », a souligné le ministre. Les exportations ont ainsi progressé de 52 % par rapport à 2024, tirées par la production de pétrole et de gaz, mais aussi par « la bonne tenue du secteur aurifère ». Dans le même temps, les importations ont été contenues, avec une hausse limitée à 2 %.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/situation-economique-des-performances-qui-confirment-une-resilience/>

LE SOLEIL. Finances publiques: la réduction du déficit budgétaire érigée en priorité

Face à un déficit budgétaire élevé et à un environnement financier plus exigeant, le Sénégal engage une stratégie de redressement progressive de ses comptes publics. Le renforcement des recettes et l'encadrement des dépenses doivent permettre de restaurer des marges de manœuvre, sans compromettre les priorités sociales. La consolidation budgétaire s'impose désormais comme l'un des axes structurants de la politique économique du Sénégal. Après une dégradation marquée des finances publiques ces dernières années, les autorités affichent la volonté de ramener progressivement le déficit à un niveau soutenable. « Nous poursuivons des efforts ambitieux de consolidation budgétaire engagés depuis 2024 », a déclaré le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, lors du point de presse. L'ambition est de réduire le déficit, estimé à 13,4 % du produit intérieur brut en 2024, pour le ramener à 3 % à l'horizon 2027. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement mise d'abord sur un renforcement de la mobilisation des ressources internes.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/finances-publiques-la-reduction-du-deficit-budgetaire-erigee-en-priorite/>

PRESS AFRIK. Dette cachée et "diktats" du FMI au Sénégal : les solutions de Vijay Prashad pour briser les chaînes

Dans un article publié sur Consortium News le 28 mars 2026, l'historien et journaliste indien, Vijay Prashad analyse la crise financière profonde qui frappe le Sénégal. Il



révèle que le gouvernement du président Bassirou Diomaye Faye doit faire face à une dette publique contractée sous l'administration précédente. Selon l'auteur, le modèle de développement actuel, «subordonné aux financements extérieurs», a atteint ses limites structurelles, plaçant le pays devant un choix existentiel entre l'austérité drastique imposée par le FMI et la quête d'une souveraineté économique réelle. Pour sortir de l'impasse, Prashad détaille huit « alternatives possibles au régime d'austérité de la dette pilotée par le FMI ». Il suggère notamment l'instauration d'un « moratoire temporaire sur la dette et un audit public » pour identifier les créances illégitimes, ainsi que la création d'un « cadre de règlement de la dette Sud-Sud » incluant la Chine et la France pour négocier hors des conditionnalités habituelles.

https://www.pressafrik.com/Dette-cachee-et-diktats-du-FMI-au-Senegal-les-solutions-de-Vijay-Prashad-pour-briser-les-chaines_a303250.html

APS. Grève annoncée des transporteurs routiers : Yankoba Diémé demande aux gouverneurs d'assurer la sécurité des non-grévistes

Le ministre des Transports terrestres et aériens, Yankoba Diémé, a invité les gouverneurs de région à prendre les raisons légales et réglementaires afin de garantir la libre circulation des véhicules de transport routiers ne respectant pas le mot de grève de 72 heures prévue à partir de lundi, à l'appel du secrétaire général du Syndicat des transporteurs routiers du Sénégal. «Je voudrai rassurer les citoyens et usagers que j'ai pris une circulaire que j'ai envoyée à tous les gouverneurs du Sénégal pour que les mesures soient prises pour garantir une sécurité optimale à tous les transporteurs qui voudraient exercer leur travail», a déclaré le ministre lors d'un déplacement dans le département de Bignona (sud).

<https://aps.sn/greve-annoncee-des-transporteurs-routiers-yankoba-dieme-demande-aux-gouverneurs-dassurer-la-securite-des-non-grevistes/>

LE SOLEIL. Anacarde au Sénégal : Un potentiel énorme à exploiter

Longtemps considérée comme une culture secondaire, l'anacarde s'impose aujourd'hui comme l'une des filières agricoles les plus dynamiques du Sénégal. Portée essentiellement par les régions de la Casamance, la production de noix de cajou connaît une progression remarquable ces dernières années et suscite de fortes ambitions de la part des pouvoirs publics, qui y voient un puissant levier de création de valeur et d'emplois. Selon les données disponibles, la production nationale d'anacarde a fortement augmenté au cours des quinze dernières années. Elle est passée d'environ 25 000 tonnes en 2009 à près de 160 000 tonnes en 2023, confirmant la montée en puissance de cette culture dans l'économie agricole du pays. La filière mobilise aujourd'hui plus de 130 000 producteurs et couvre plus de 300 000 hectares de plantations, principalement dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda, qui concentrent l'essentiel de la production nationale. Les exportations ont également connu une forte progression. En 2023, près de 148 000 tonnes de noix de cajou ont été exportées, principalement vers l'Inde et le Vietnam, deux grands centres mondiaux de transformation.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/anacarde-au-senegal-un-potentiel-énorme-a-exploiter/>



SUD QUOTIDIEN. Saint-Louis -situation de mévente du riz local dans la vallée du fleuve Sénégal : les riziers et les agro-industriels expriment leur désarroi et invitent l'État à réagir au plus vite

Les riziers et agro-industriels de la Vallée du Fleuve Sénégal basés à Saint-Louis sont confrontés depuis plusieurs mois à une situation de mévente de leurs productions de riz. Face à la presse samedi dernier, ils ont exprimé leur inquiétude et désarroi et estimé à près de 50 000 tonnes la quantité de riz en souffrance dans leurs magasins. Ils invitent l'État à réagir vite pour l'écoulement de leurs stocks de riz sur le marché. « Actuellement, nous avons à peu près 14 000 tonnes de riz blanc disponibles et plus de 40 mille tonnes de paddy », martèlent ces riziers et agroindustriels très inquiets et déboussolés. Leur sommeil est depuis mois hanté par la situation de mévente du riz local qui les affecte lourdement disent-ils. Aujourd'hui, ce sont près de 50 000 tonnes de riz qui sont en souffrance au niveau des magasins de stockage, se désole Alioune Diagne, président de l'Association nationale des riziers du Sénégal.

<https://www.sudquotidien.sn/saint-louis-situation-de-mevente-du-riz-local-dans-la-vallee-du-fleuve-senegal-les-riziers-et-les-agro-industriels-expriment-leur-desarroi-et-invitent-letat-a-reagir-au-plus-vite/>

SENEWEB. CEDEAO-FMI : Signature d'un accord pour renforcer la gouvernance macroéconomique et l'intégration régionale

La CEDEAO et le Fonds monétaire international ont signé, le 27 mars 2026, un protocole d'accord visant à renforcer la gouvernance macroéconomique et l'intégration régionale. Paraphé par Omar Alieu Touray et Wautabouna Ouattara, cet accord prévoit une coopération accrue en matière de politiques économiques, de gestion de la dette et de renforcement des capacités. Il ambitionne également d'améliorer la coordination régionale, de soutenir le projet d'union monétaire ouest-africaine et de renforcer la représentation des priorités de la région au sein des instances internationales.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/cedeaofmi-signature-dun-accord-pour-renforcer-la-gouvernance-macroeconomique-et-lintegration-regionale_n_487975.html

SUD QUOTIDIEN. Guerre au Moyen-Orient : quand elle secoue l'économie mondiale et expose les fragilités africaines

La guerre au Moyen-Orient s'impose comme l'un des principaux facteurs de déstabilisation de l'économie mondiale. Dans une région au cœur de l'approvisionnement énergétique et des grandes routes commerciales, chaque escalade militaire produit des effets en chaîne, bien au-delà de ses frontières. L'Afrique, structurellement dépendante des importations énergétiques et vulnérable aux chocs extérieurs, en ressent déjà les contrecoups. Premier canal de transmission de l'énergie; le Moyen-Orient, pivot du marché mondial des hydrocarbures, voit ses tensions se traduire immédiatement par une flambée des prix du pétrole et du gaz. Les incertitudes autour de zones stratégiques comme le détroit d'Ormuz alimentent la volatilité et ravivent les craintes de rupture d'approvisionnement. Cette hausse des prix énergétiques se diffuse rapidement à l'ensemble de l'économie mondiale. Les coûts de production et de transport augmentent, nourrissant une inflation déjà persistante dans de nombreuses régions.

<https://www.sudquotidien.sn/guerre-au-moyen-orient-quand-elle-secoue-leconomie-mondiale-et-expose-les-fragilites-africaines/>





ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. L'agence Standard & Poor's dégrade encore la note du Sénégal, la dette publique risque d'augmenter

Le Sénégal a de nouveau été dégradé, vendredi 27 mars, par l'agence de notation Standard & Poor's. Sa note en monnaie locale passe de B- à CCC+, en catégorie dite « hautement spéculative ». L'agence estime que le budget 2026 sera difficile à tenir, notamment à cause de la guerre au Moyen-Orient qui fait grimper les taux d'intérêt. Une décision qui va renchérir le coût des emprunts pour Dakar, alors que le pays attend toujours un accord avec le FMI. Pour Standard & Poor's, le budget 2026 du **Sénégal** sera difficile à exécuter : les taux d'intérêt mondiaux augmentent, sous l'effet notamment de la **guerre au Moyen-Orient**, et les charges de la dette représentent déjà environ un quart des recettes de l'État. Les besoins de financement atteignent 26% du produit intérieur brut (PIB).

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260328-l-agence-standard-poor-s-d%C3%A9grade-encore-la-note-du-s%C3%A9n%C3%A9gal-la-dette-publique-risque-d-augmenter>

JEUNE AFRIQUE. États-Unis-Afrique : qui compose la task force de Donald Trump pour contrôler les mines africaines ?

Dans un contexte de rivalité avec Pékin, où les États-Unis cherchent à sécuriser la chaîne d'approvisionnement américaine dans les minerais critiques, le président américain s'est lancé à l'assaut du sous-sol africain. Qui sont ceux qui l'accompagnent dans cette offensive ? L'image se veut symbolique. Le 2 février, **Donald Trump** a réuni dans le Bureau ovale ses proches conseillers, de dirigeants industriels, le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent... afin d'entériner la mise en place du « Project Vault » (« projet chambre forte »), qui vise à soutenir les industriels du pays, et qui est consacré au stockage des minerais critiques. Ce programme de 12 milliards ...

<https://www.jeuneafrique.com/1771561/economie-entreprises/etats-unis-afrique-qui-compose-la-task-force-de-donald-trump-pour-controler-les-mines-africaines/>

AFRIC TELEGRAPH. L'économie africaine, entre dynamisme, défis et promesses d'avenir

Auparavant perçue à travers le prisme des crises, l'économie africaine connaît aujourd'hui une transformation profonde. Portée par une croissance démographique rapide, une urbanisation accélérée et une diversification progressive, elle attire de plus en plus l'attention des investisseurs et des décideurs internationaux. Mais derrière ce dynamisme, des défis structurels demeurent. Une croissance portée par la démographie. L'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Cette réalité démographique constitue à la fois une opportunité et un défi. Avec une population en



forte croissance, la demande intérieure augmente, stimulant la consommation et l'activité économique.

<https://africtelegraph.com/blog/2026/03/29/leconomie-africaine-entre-dynamisme-defis-et-promesses-davenir/>

AA.COM. La CEDEAO et le FMI signent un accord stratégique pour renforcer la gouvernance macroéconomique en Afrique de l'Ouest

– Ce rapprochement s'inscrit dans une dynamique visant à promouvoir la stabilité financière et une croissance économique durable dans la région ouest-africaine. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Fonds monétaire international (FMI) ont signé, un protocole d'accord visant à consolider la gouvernance macroéconomique et à accélérer l'intégration régionale. C'est ce qui ressort dans un communiqué publié ce dimanche par l'organisation sous-régionale précisant que la signature de protocole a lieu, le vendredi 27 mars à Abuja.

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/la-cedeao-et-le-fmi-signent-un-accord-strat%C3%A9gique-pour-renforcer-la-gouvernance-macro%C3%A9conomique-en-afrique-de-l-ouest/3884167>

ZONE BOURSE. Les marchés n'aiment pas les bruits de botte

Un mois de conflit en Iran commence à sérieusement peser sur les marchés. Vendredi, le S&P 500 et le Nasdaq ont clôturé à leur plus bas niveau depuis le mois d'août. Le Nasdaq est entré en territoire de correction (une baisse de 10% depuis le pic). Le S&P 500 a connu lui cinq semaines de baisse consécutives, pour la première fois depuis 2022. Autre statistique qui nous ramène à cette année : le 60/40 a connu son pire mois depuis 2022, selon le Financial Times. Pour rappel, le 60/40 désigne l'allocation traditionnelle, c'est-à-dire un portefeuille composé de 60% d'actions et de 40% d'obligations. C'est donc une configuration très douloureuse pour les investisseurs, puisque la baisse des actions n'est pas amortie par la performance des obligations. En effet, les taux ont poursuivi leur remontée tout au long du mois écoulé.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/les-marches-n-aiment-pas-les-bruits-de-botte-ce7e51d8d188f32d>

LA TRIBUNE. Avec la guerre au Moyen-Orient, Israël et les États-Unis ont provoqué un début de crise économique internationale

Le déclenchement de la guerre en Iran par Israël et les États-Unis est en train de provoquer le début d'une crise économique et financière internationale avec notamment une flambée des prix de l'énergie. Voici les dernières évolutions économiques mondiales samedi alors que la guerre au Moyen-Orient dure depuis un mois. Wall Street a chuté vendredi, et le pétrole WTI dépassé 100 dollars. La Bourse de New York a chuté vendredi, inquiète du prolongement de la guerre au Moyen-Orient et de ses effets sur l'inflation et la croissance économique, l'indice Dow Jones perdant 1,73% et l'indice élargi S&P 500 1,67%, tandis que le Nasdaq, à forte composition technologique, a cédé 2,15%.

<https://www.latribune.fr/article/economie/international/56294514487677/avec-la-guerre-au-moyen-orient-israel-et-les-etats-unis-ont-provoque-un-debut-de-crise-economique-internationale>



BD OR. De grands médias alertent sur un pétrole à 150 ou 200 dollars et du risque de récession mondiale en 2026

BlackRock, Morningstar et Bloomberg alertent sur un pétrole à 150 ou 200 dollars, capable d'alimenter inflation, taux élevés et récession mondiale. Un baril à 150 dollars replacerait l'économie mondiale au bord d'un décrochage. Le retour du risque pétrolier s'impose de nouveau dans les marchés financiers. Selon une interview accordée à la BBC et relayée par Reuters le 25 mars 2026, Larry Fink, directeur général de BlackRock, estime qu'un baril à 150 dollars pourrait déclencher une récession mondiale. La formule n'a rien d'anodin. Elle résume le basculement d'un marché qui, il y a encore peu, misait surtout sur l'assouplissement monétaire, avant de remettre au premier plan la géopolitique, l'énergie et l'inflation importée.

<https://www.bdor.fr/actualites-or/de-grands-medias-alertent-sur-un-petrole-a-150-ou-200-dollars-et-du-risque-de-recession-mondiale-en-2026>

L'EXPRESS. La "démondialisation" n'est pas pour demain : ce nouveau rapport qui tord le cou aux idées reçues

Idées. Malgré la multiplication des tensions géopolitiques et la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, un rapport inédit montre que la mondialisation n'a jamais été aussi intense. L'épidémie de coronavirus change la donne de la mondialisation", affirmait en mars 2020 Bruno Le Maire, alors ministre de l'Économie. À l'heure des confinements, des fermetures de frontières et des pénuries de masques et de matériel médical, l'ex-locataire de Bercy était loin d'être le seul à penser que la crise sanitaire marquerait un tournant dans l'histoire du libre-échange. La célèbre éditorialiste économique du *Financial Times*, Rana Foroohar, [écrivait ainsi](#) : "la crise financière de 2008-2009, la pandémie et la guerre en Ukraine ont mis en lumière les vulnérabilités du système".

<https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/la-demondialisation-nest-pas-pour-demain-ce-nouveau-rapport-qui-tort-le-cou-aux-idees-recues-DHUJLYRCGBD6TERX3TUPJYL4SE/>

COURRIER INTERNATIONAL. Infographie. Quel pays investit le plus en recherche et développement ?

Avec près de 786 milliards de dollars consacrés en 2024 à la R&D, source de progrès technologique et d'innovation, la Chine est passée pour la première fois devant les États-Unis. Le site canadien **Visual Capitalist**, créé en 2011, propose des infographies sur des sujets variés tels que la technologie, l'énergie, l'économie mondiale, etc. [Celle-ci, mise en ligne le 4 février](#), a d'abord été publiée sur Voronoi, l'application qu'il a développée spécialement pour que ses représentations graphiques soient correctement lisibles sur smartphone. Représentant une boîte de Petri où les pays s'étalent comme de grosses cellules en fonction des sommes qu'ils consacrent à leur recherche et développement (R&D), elle s'appuie sur les dernières données disponibles auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

https://www.courrierinternational.com/grand-format/infographie-quel-pays-investit-le-plus-en-recherche-et-developpement_240973

QUEST FRANCE. Après un mois de guerre au Proche Orient, l'économie mondiale suspendue au détroit d'Ormuz



Un mois après le début de la guerre d'Israël et des États-Unis contre l'Iran, l'impact du conflit s'étend à toute l'économie mondiale. Les prix de l'énergie flambent déjà et des conséquences encore plus graves sont redoutées si le blocage du détroit d'Ormuz se prolonge. Avec le Covid et l'arrêt des usines chinoises, puis la guerre en Ukraine et la révélation de l'addiction européenne au gaz et au pétrole russes, on était censé avoir tout appris des fragilités d'une économie basée sur les approvisionnements mondialisés...Le conflit entre Israël, les États-Unis, l'Iran et ses voisins arabes, longtemps redouté est désormais en cours de généralisation. Pour ne parler que des installations gazières et pétrolières, les destructions sont déjà estimées à 24 milliards de dollars par la société d'analyse de l'énergie Rystad.

<https://www.ouest-france.fr/economie/entreprises/apres-un-mois-de-guerre-au-proche-orient-leconomie-mondiale-suspendue-au-detroit-dormuz-71b386f6-29eb-11f1-a0a4-5254d693e09d>

CAPITAL. « Économiquement, c'est un choc pétrolier », Marc Touati analyse les conséquences de la guerre en Iran

La guerre en Iran a de graves conséquences sur le trafic d'hydrocarbures à l'échelle mondiale. Cela peut être qualifié de « choc pétrolier » pour l'économiste Marc Touati. Celui-ci déplore le fait que ce terme n'ait pas été employé par Bercy ou la Banque de France. L'économiste assure d'ailleurs que les impacts sont déjà visibles sur l'ensemble de l'économie française. Des millions de barils de pétrole sont toujours coincés au [détroit d'Ormuz](#), à cause de la guerre au Moyen-Orient. Cette situation, en plus de la catastrophe humaine, représente un véritable « choc pétrolier », selon Marc Touati. Invité d'[Europe 1](#), dimanche 29 mars, l'économiste regrette que le ministre de l'Économie [Roland Lescure](#) ait d'abord utilisé ce terme avant de se rétracter.

<https://www.capital.fr/economie-politique/economiquement-c-est-un-choc-petrolier-marc-touati-analyse-les-consequences-de-la-guerre-en-iran-1525124>

CHALLENGES. Changement d'heure : choc pétrolier et explosion des factures énergétiques... Pourquoi une crise économique mondiale est à l'origine de cette règle ?

Dans la nuit de samedi à dimanche, la France passera à l'heure d'été. Un rituel souvent contesté, que Bruxelles envisage même de supprimer. Une mesure pourtant réfléchie et instaurée en pleine crise économique mondiale, pour faire face à l'explosion des prix de l'énergie. Les amateurs de verres en terrasses vont avoir le sourire... alors que les lève-tard vont faire grise mine. Dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 mars, la France va passer à l'heure d'été à 2 heures du matin. Il faudra ainsi ajouter 60 minutes à l'heure légale et il sera alors 3 heures. Les Français perdront donc une heure de sommeil mais en gagneront une avant le coucher du soleil. La question de l'utilité du [changement d'heure](#) fait régulièrement débat depuis son instauration au cours du siècle dernier. Et ce jusqu'aux plus hautes instances politiques de Bruxelles.

https://www.challenges.fr/economie/changement-dheure-choc-petrolier-et-explosion-des-factures-energetiques-pourquoi-une-crise-economique-mondiale-est-a-lorigine-de-cette-regle_642180

LE MONDE. Guerre au Moyen-Orient : le mois qui a plongé le monde dans un choc énergétique



Du blocage du détroit d'Ormuz aux envolées du prix du pétrole et du gaz, en passant par le profit fait par le Kremlin... Chronologie de la crise économique inédite qu'a provoquée l'attaque américano-israélienne en Iran, le 28 février. En cette fin février, le pétrole coule à flots sur les marchés. Depuis des mois, l'offre d'or noir dépasse la demande et tire les prix du baril vers le bas. Quelques secousses agitent bien les cours du Brent alors que les Etats-Unis déploient une armada navale et aérienne aux abords du golfe Arabo-Persique, menaçant l'Iran d'une intervention militaire. La zone est critique pour le commerce mondial du pétrole et du gaz, dont d'immenses volumes transitent chaque jour par le détroit d'Ormuz.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/29/guerre-au-moyen-orient-le-mois-qui-a-plonge-le-monde-dans-un-choc-energetique_6675213_3234.html

